

Discours de François Hollande à Rennes le 4 avril 2012

Mes chers amis, c'est une grande et belle réunion ce soir. D'abord parce que vous êtes venus nombreux ici, et au-delà même de cette salle. C'est une grande et belle réunion parce que nous sommes en Bretagne, la région de toutes les conquêtes, la région de toutes les cultures, de toutes les histoires, la région capable de tant d'invention, la région qui donne à la France ses usines, ses terres et aussi sa surface maritime, la mer grâce à laquelle la France est une puissance. Merci la Bretagne ! Merci à toi Jean-Yves Le Drian, qui a conquis cette région, c'était en 2004 — une belle année, 2004 ! Je suis ici à Rennes, une ville exemplaire. Merci Edmond Hervé de l'avoir bâtie ainsi ! Merci à toi, Daniel Delaveau ! Merci à tous les élus de l'agglomération, merci à tous les élus bretons — souvent de Gauche — parce que la Bretagne, elle est à Gauche !

C'est une grande et belle réunion ce soir à Rennes parce que Ségolène Royal est là, elle qui fut notre candidate en 2007, qui mena une campagne courageuse, audacieuse. Elle est là pour montrer la continuité. Parce qu'aucun candidat ne part de rien, il est l'héritier d'une longue histoire. Et la mienne, c'est celle de toute la Gauche, capable à des moments décisifs de son histoire de donner à la France une espérance. Ségolène Royal est là aussi comme symbole de l'unité, cette unité qui avait manqué en 2007 et qui est là maintenant, puissante, irréversible.

Nous sommes réunis ce soir avec Ségolène Royal mais aussi avec Laurent Fabius, avec Jean-Marc Ayrault, avec Marylise Lebranchu qui, chacun à sa place, ont servi la France et le Socialisme. Mais il y a aussi Jean-Michel Baylet pour les Radicaux de Gauche, et Robert Hue pour le mouvement qu'il préside.

Cette réunion n'est pas une réunion comme les autres, parce que nous sommes à dix-huit jours du premier tour. Dix-huit jours avant que le peuple français donne son verdict. Dix-huit jours avant que déjà, la première étape vers le changement soit franchie. Dix-huit jours pour convaincre. Dix-huit jours pour dire que nous pouvons demain non pas simplement gagner, mais réussir pour la France !

Ce soir à Rennes, je suis venu vous dire ce qu'ensemble, nous pourrions faire de juste, de grand, d'utile, de durable pour notre pays, si les Français nous en donnent comme je l'espère, comme je le souhaite, comme je le veux, mandat le 6 mai.

La France que nous aimons, nous voulons la redresser. Redresser la France, car elle va mal. On lui a fait mal pendant cinq ans. Le chômage est au plus haut. Le pouvoir d'achat est au plus bas. 8 millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté. La précarité est partout, la justice nulle part. L'école et l'hôpital ont été abîmés. La dette a explosé. Les déficits se sont accumulés. A cause de qui ?

Eh bien oui, c'est l'échec d'un président, c'est l'échec d'un gouvernement, c'est l'échec d'une majorité, c'est l'échec aussi d'un système. Et ce système a un nom, c'est le libéralisme, c'est la mondialisation sans limite, c'est la finance folle. Voilà ceux qui sont responsables de la situation de la France !

Le candidat sortant est au pouvoir depuis dix ans — dix ans ! Il est président depuis cinq ans. C'est long cinq ans, c'est interminable dix ans, et vous voudriez continuer ? Le candidat sortant voudrait faire croire aux Français qu'il serait un homme neuf, sans passé, sans passif. Il se vante chaque jour qu'il est le chef de tout — et il aime bien être le chef ! Chef de l'Etat, chef de la majorité, chef de parti, chef de famille, chef de clan, chef de caste ! Chef de tout, mais jamais responsable de rien !

Alors, il prétend qu'il a changé, qu'il est un autre président, qu'il a appris, qu'il a compris, qu'il ne le fera plus... A chaque jour d'ailleurs, sa mesure. A chaque événement, une posture. Une imagination dont vous n'avez pas ici conscience ! Chaque jour qui passe, une nouvelle proposition. Même la nuit, il réfléchit : « Qu'est-ce que je vais pouvoir trouver ? ». Je l'écoutais, j'étais loin pourtant, j'étais sur l'île de la Réunion, et j'apprenais qu'il avait promis à des jeunes qui étaient venus écouter une banque pour les jeunes. Comme si d'ailleurs, les jeunes voulaient un crédit ? Non, ils ne veulent pas un crédit aujourd'hui les jeunes, ils veulent une formation, ils veulent un emploi, ils veulent un logement, ils veulent une dignité !

Il paraît qu'il prépare une mesure sur le permis de conduire. Ça tombe bien, parce que le permis de conduire de l'Etat, les Français vont bientôt lui retirer ! Il me fait penser à ces enfants un peu brouillons à qui leurs parents offraient pour de belles occasions, pas toujours pour Noël, une ardoise magique. Vous savez, ce petit matériel qui permettait aux enfants qui avaient du mal avec les mathématiques de faire des calculs qui ne tombaient jamais juste, et qui ensuite, de guerre lasse, tiraient l'ardoise et tout disparaissait ! Cette fois-ci la magie n'opère plus, mais l'ardoise, c'est nous qui allons en hériter !

Mes chers amis, j'ai l'impression que nous sommes là pour longtemps parce que j'en suis au début de mon propos, et j'ai tant de choses à vous dire ! Je voulais d'abord vous parler de son bilan, puisqu'il n'en parle jamais. Or il est doublement d'actualité. D'abord parce que l'élection présidentielle, c'est le moment de rendre des comptes. Mais aussi parce qu'il a annoncé qu'il allait bientôt, demain, présenter son projet. Je vois votre impatience ! Je mesure votre inquiétude ! Je vais vous faire une confidence, son projet, moi, je le connais. Et je vais vous le dévoiler, vous gagnerez 24 heures : son projet, c'est son bilan en pire ! Son projet, c'est de conduire la même politique 5 ans de plus avec la même méthode, l'intolérance, l'inconstance et l'incohérence. Mais cette fois-ci sans aucune contrainte, aucune limite, aucun tabou, puisque ce serait — dans l'hypothèse où il pourrait convaincre les Français — son ultime mandat.

Et de la même manière qu'il escamote son bilan, il veut aussi cacher son projet. Je vais ici vous le révéler. Son projet, c'est le démantèlement du droit du travail. C'est l'objectif plus ou moins avoué, d'ailleurs, des Accords compétitivité-emploi, produit d'appel pour organiser tous les chantages, pour mettre fin — c'est leur objectif depuis tant d'années — aux 35 heures, ne plus payer même les heures supplémentaires avec un tarif majoré. C'est-à-dire que ce second mandat serait sous le slogan « travailler moins pour gagner moins » !

Et avec demain une pression sur les salaires. Et avec cette menace, pour chaque salarié, s'il n'obtempère pas, de perdre son propre emploi. Le projet caché, c'est aussi une augmentation des impôts pour tous les Français. Cela a commencé, avec la TVA qui va passer de 19,6 à 21,2 – enfin, non, qui ne passera pas, puisque nous allons arriver, nous allons venir !

Mais déjà, cette hausse de TVA a été précédée d'un gel du barème de l'impôt sur le revenu, qui a rendu imposables 200 000 — 200 000 ! — nouveaux foyers fiscaux, les plus modestes. Les impôts vont augmenter de plus de 50 milliards d'euros entre 2011 et 2016. La moitié de cette augmentation concerne des prélèvements déjà acquis, votés et qui ne sont pas encore appliqués. Voilà le programme fiscal caché du candidat sortant ! Son projet, c'est l'austérité ! Et c'est même un traité qui viendrait consacrer, et pour longtemps, l'austérité. Pas seulement parce qu'il prévoirait des disciplines – je les accepte –, des sanctions – elles sont nécessaires quand des Etats sont imprévoyants. Mais parce que ce traité renonce à la croissance, à l'emploi, à l'activité, à l'idée même que l'Europe pourrait être un espace de prospérité pour les prochaines années. Le candidat sortant a cédé à la chancelière d'Allemagne qui voulait ce traité. Eh bien c'est le vote, c'est votre vote, peuple français, qui va permettre de faire sauter ce verrou et qui va donner à l'Europe – enfin ! –, une

espérance : celle de sortir de cette austérité interminable pour donner enfin confiance aux peuples dans l'Europe que nous aimons !

Le projet caché, c'est l'attaque contre les collectivités locales. J'ai entendu les propositions qui sont faites : c'est, en définitive, de menacer les élus locaux, s'ils ne mettent pas eux aussi des politiques d'austérité, de leur retirer les dotations de l'Etat. Si ces élus n'appliquent pas la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ils perdraient le bénéfice des dotations auxquelles ces élus et ces collectivités ont droit. Et qui en seraient les premières victimes ? Les Français ! Qui perdraient les services collectifs ou qui se verraient imposer de nouveaux prélèvements.

Le projet caché, c'est l'attaque contre les syndicats, ces gêneurs, ces empêcheurs, ces porteurs de pancartes ! Mais en définitive, accuser les syndicats, c'est agresser les salariés, parce que ce sont les salariés qui ont mandaté les syndicats pour les défendre, qui leur ont donné mandat de porter leurs revendications.

Le projet du candidat sortant, c'est la poursuite de la dégradation de l'Education nationale, avec de nouvelles suppressions de postes et avec aussi la remise en cause du collège unique, avec l'autonomie des établissements, avec la fin des concours nationaux de recrutement d'enseignants et pour l'enseignement supérieur, le relèvement des droits d'inscription ! Je comprends mieux l'idée de la banque des jeunes : prêter aux étudiants pour qu'ils puissent payer des droits qui aujourd'hui sont limités et qui, demain, seraient à discrétion des universités.

Le projet caché, ce sont les assurances privées qui prendraient progressivement la place de la Sécurité sociale ! C'est l'affaiblissement des mutuelles, de la garantie de remboursement qui jusqu'à présent était acquise pour tant d'assurés sociaux et qui aujourd'hui ne parviennent plus à accéder à la santé. Voilà le projet caché !

Le candidat sortant prétend qu'il a changé ? Il n'a pas changé de projet : c'est le même ! Il n'a pas changé de personnalité : je vous le confirme, c'est la même ! Il ne changera pas de comportement : c'est le même ! Le voilà candidat du peuple ! Vous avez vu, vous, un candidat du peuple soutenu à ce point par le patronat français, par le Medef ?

Mais il ajoute aussi une méthode qu'il n'avait pas pu utiliser durant le quinquennat qui vient de s'achever. Une méthode qui peut avoir sa force, sa légitimité : c'est le référendum. Mais cette fois-ci, il serait utilisé pour diviser les Français. Qu'un référendum soit, un jour, décidé – et je peux en avoir aussi, demain, la responsabilité – sur les institutions, sur les transferts de souveraineté, cela fait partie de notre constitution. Mais faire des référendums sur les étrangers ! Avec quelle question : y en aurait-il trop ou pas assez ? Sur les chômeurs : pour qu'ils travaillent ? Sur les partenaires sociaux : parce qu'ils n'obtempèrent pas suffisamment ? Sur les élus, les collectivités locales : parce qu'ils ne se soumettent pas ? Sur la justice : parce qu'elle deviendrait curieuse ?

Ce n'est pas une prolongation de mandat qui est sollicitée. C'est un changement de conception même de la République !

Eh bien Mesdames, Messieurs, chers amis c'est une autre direction que je vous demande de choisir. C'est un autre chemin qu'il convient d'emprunter. Et c'est pourquoi nous sommes là réunis. C'est pourquoi avec vous, avec des millions de femmes et d'hommes, nous nous battons pour que l'avenir soit différent de notre présent ! Pour que nos enfants trouvent leur place dans une République pleine, entière, respectueuse !

Mon message est simple ce soir, et je le répéterai autant de jours qu'il conviendra. Il faut changer : changer d'avenir, changer de politique, changer de président ! Je veux être le président du

redressement, le président de la justice, le président du rassemblement, le président de la jeunesse de France !

Depuis plusieurs mois que j'ai reçu l'investiture du Parti socialiste et des Radicaux de gauche, grâce aux primaires citoyennes, je n'ai jamais dévié. Je n'ai jamais changé de capacité. La cohérence est la condition de la confiance. La constance est la marque du respect. Voilà un an, j'ai annoncé ma candidature. C'était en Corrèze, dans ma ville de Tulle, là où à défaut de racines, j'ai ma légitimité. Celle du suffrage universel. Je l'ai fait parce que j'ai senti au plus profond de moi-même l'ardente responsabilité de m'engager pour mon pays, pour qu'il se rassemble – j'allais dire pour qu'il se ressemble de nouveau, pour qu'il soit à la hauteur de son histoire. Une histoire glorieuse, qui a inspiré le mouvement du monde ! J'avais dit que je rassemblerais les Socialistes et, au-delà, tous ceux qui se reconnaissent dans notre démarche, dans notre projet, dans notre promesse. Je l'ai fait ! C'était au soir du vote des primaires. J'avais dit que je rendrais public mon projet avant la fin du mois de janvier. Je l'ai fait ! C'était au Bourget, 60 engagements pour la France : chacun peut les consulter, les partager, les évaluer, les chiffrer, les contester, les approuver aussi, les diffuser – c'est très important. Tout est connu, rien n'est tu ! Tout est chiffré, rien n'est dissimulé ! Et quand il le faut, je peux préciser mes propositions. Il m'est même arrivé, si je puis dire – le mot est peut-être mal choisi – de les enrichir.

Par exemple quand, scandalisé par les rémunérations d'un certain nombre de patrons du CAC 40, en hausse de 35 % dans l'année 2010 alors que le pouvoir d'achat des Français stagne, j'ai proposé une imposition de 75 % à partir d'un million d'euros. Certains s'en sont offusqués. On me dit : « Mais ils vont partir ! ». Et pourquoi donc ? S'ils sont payés à ce prix, c'est déjà pas mal ! Et puis ils servent leur pays. Et puis ces hommes, ces femmes qui sont à la tête des plus grandes entreprises de France, nous devons les respecter. Ce sont des patriotes. Et eux aussi doivent respecter l'effort qu'ils demandent à leurs propres salariés ! Mais cette proposition a eu un avantage. Elle permet de donner plus de clarté aux choix qui nous sont présentés. Je m'explique. Quand on gagne plus d'un million d'euros avec le candidat sortant, on reçoit un chèque du Trésor public. Cela s'appelle le bouclier fiscal, maintenu jusqu'à aujourd'hui et qui sera peut-être rétabli si affinité. Avec moi, si je deviens le prochain président de la République, quand on gagera plus d'un million d'euros, ce sera l'inverse : on fera un chèque au Trésor public. Cela s'appelle la justice, la justice fiscale !

J'avais dit que j'engagerais un travail pour préciser quand et comment mes engagements seraient mis en œuvre. J'ai demandé à Laurent Fabius, qui n'est pas le moins expérimenté d'entre nous, de préparer ce calendrier, les modalités, les premières mesures que nous pourrions prendre la première année du changement, si les Français m'accordent leur confiance. Nous devons être prêts – et je l'en remercie – dès la première heure de notre nouveau mandat, pour agir, pour changer, pour donner confiance. Et je vous le dis, ce soir, à Rennes : nous sommes prêts ! Prêts à agir ! Prêts à décider ! Prêts à changer !

Et je vais vous dire, ce soir, ce que seront les six premiers mois de mon quinquennat. Chacun, chacune pourra choisir là encore en connaissance de cause. Le changement commencera tout de suite, pas seulement dans les mots, dans les actes.

Trois principes me guideront. La cohérence. Celle du projet, celle de la décision, celle de l'action. Tenir le cap, ne pas dévier. Le second principe c'est la clarté. Tout sera dit ! Et si des difficultés nouvelles ou inattendues surgissaient, je le dirais aux Français. Et je ne ferai aucune promesse que je ne serai capable de tenir. Car je ne veux pas décevoir. Je ne veux pas abaisser la politique, abîmer la parole publique. Et le troisième principe c'est la rapidité. Parce que quand il y a urgence, quand nos concitoyens vivent l'épreuve, la souffrance, la dureté des temps, les pouvoirs publics, ceux qui ont reçu mandat du suffrage universel doivent prendre des mesures tout de suite.

La première décision que j'aurai à formuler, ce sera de composer un gouvernement, avec un Premier ministre – rendez-vous compte ! –, qui ne sera pas un collaborateur, mais qui sera le chef d'une équipe. D'une équipe composée d'autant de femmes que d'hommes. D'une équipe où aucun ministre ne pourra être en même temps à la tête d'un exécutif local. D'une équipe où sera strictement respecté un code de déontologie. On ne pourra plus, par exemple, être ministre et trésorier d'un parti – cela porte malheur, d'ailleurs ! Un gouvernement qui sera responsable devant le Parlement, parce que c'est aussi sa légitimité. Un gouvernement qui sera composé de 15 pôles ministériels avec une capacité d'action. Le président présidera, le gouvernement gouvernera – c'est si simple ! –, le Parlement délibérera et les partenaires sociaux négocieront. Et le chef de l'Etat sera un chef de l'Etat. Il aura, dès les premiers jours du prochain mandat, des décisions lourdes à annoncer sur le plan international.

L'un des premiers rendez-vous sera le G8 aux Etats-Unis, les 18 et 19 mai. Si j'en ai reçu par la volonté du suffrage universel la responsabilité, je réaffirmerai ma fermeté à l'égard de l'Iran, dont la course à l'arme atomique doit être arrêtée comme la prolifération nucléaire. Je demanderai également dans ce G8 à tous les pays de porter solidarité aux Nations de la Méditerranée, celles où s'est produite la transition démocratique, là où doit être respectée la volonté des peuples à l'écart des dérives autoritaires ou des tentations intégristes.

Le lendemain, viendra le sommet de l'Otan. Il se tiendra à Chicago. J'y annoncerai à nos alliés le retrait des troupes françaises d'Afghanistan.

Nous y sommes allés il y a plus de dix ans. C'était la décision conjointe de Jacques Chirac et de Lionel Jospin à la suite de l'agression du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, pour faire barrage à un régime, celui des Talibans, qui avait abrité Al-Qaïda. Mais à partir de 2008, j'ai refusé la décision qui a été prise de renforcer notre présence et de faire jouer à nos armées un rôle qui n'était pas le leur. Eh bien, je l'annonce ici : il n'y a pas de solution militaire en Afghanistan. J'organiserai ce retrait en bon ordre, en assurant la sécurité de nos soldats et en pleine concertation avec nos alliés.

Un mois plus tard, se tiendra le Conseil européen. J'ai dit, et je le réaffirme ici, que je n'approuve pas le traité budgétaire — non pas parce qu'il a été signé par le candidat sortant, cela ne suffit pas et je respecte la continuité de l'Etat. Je le refuse aujourd'hui parce que ce traité est dépourvu de la dimension de croissance indispensable et qu'il ne donne aucune perspective à l'Europe. Je ferai tout pour le modifier. On me dit : « Mais vous ne pourrez pas compter sur l'appui des conservateurs ». C'est possible. Mais tant de progressistes regarderont dans notre direction ! Et même parmi les conservateurs, j'en connais, qui ne le disent pas mais qui le pensent, qui préfèrent, à mon avis, notre arrivée plutôt que son maintien. Parce que ces conservateurs savent bien que l'Europe a besoin d'énergie, de force, de capacité industrielle ! Et donc si ce traité n'était d'ailleurs pas renégocié, il ne pourrait pas être ratifié par le Parlement. Lors de ce même Conseil européen, je proposerai que l'Union se rassemble sur un nouveau projet : une communauté de l'énergie, pour faire monter les énergies renouvelables, la transition écologique, l'efficacité énergétique, l'innovation dans tous ces domaines. Et je ferai aussi en sorte que la politique agricole commune, qui tient tant aux agriculteurs bretons, puisse être préservée avec des conditions environnementales qui puissent aussi permettre cet équilibre entre la production nécessaire et le respect de la nature.

Mon premier déplacement, ensuite, en tant que chef de l'Etat sera pour me rendre à Berlin. L'amitié entre nos deux pays, France et Allemagne, a toujours fait avancer l'Europe. Mais à une condition : que ce rapport reste équilibré. Que chacun fasse une part du chemin. A nous les Français de remettre un peu d'ordre dans nos comptes publics et d'améliorer notre compétitivité. Nous le ferons ! Et aux Allemands aussi de prendre conscience que leur pays ne peut pas rester un îlot de croissance dans un océan de stagnation, que la solidarité n'est pas un problème, mais est la solution pour l'Europe.

Et je proposerai à la chancelière d'Allemagne, 50 ans après le traité de l'Élysée qui avait été signé par le général de Gaulle et Conrad Adenauer, oui je proposerai un nouveau temps, un nouveau cycle pour renforcer les liens entre la France et l'Allemagne ! Et pour donner une dimension, une perspective à l'avenir de l'Union européenne. Je le ferai en pensant aux jeunes générations d'Europe qui nous espèrent.

Et puisque je reviens aux jeunes générations, le prochain chef de l'État aura une seule priorité : la jeunesse ! Un grand ministère d'État consacrera cette ambition. Le candidat sortant avait voulu innover. C'était en 2007, souvenez-vous en : il avait évoqué un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration. Il pensait que c'était conforme à notre histoire. Eh bien non ! Moi je propose un ministère de l'Éducation, de la Jeunesse, de l'Avenir, parce que c'est ça notre histoire ! Et c'est ça aussi notre futur !

Avant même que les élections législatives n'aient donné leurs résultats – car je rappelle qu'après la présidentielle, il y a des élections législatives : ce serait trop bête de gagner la première et de ne pas remporter les secondes. Donc d'ici les élections législatives, si vous m'avez donné mandat d'agir, je ne perdrai pas mon temps. Je ne resterai pas enfermé. J'agirai tout de suite pour le pouvoir d'achat. Le prix des carburants sera bloqué trois mois. L'allocation de rentrée scolaire sera revalorisée de 25 %. Les loyers seront encadrés dans les zones où la tension existe, pour la première location ou la relocation. Les sanctions pour les communes qui ne respectent pas le quota nécessaire de logements sociaux seront multipliées par cinq. Toujours au mois de juin, une caution solidaire sera instaurée par décret pour que les jeunes puissent accéder enfin au logement et améliorer leur vie quotidienne.

J'agirai aussi pour la justice sociale en permettant, là encore par décret, à ceux qui ont commencé à travailler tôt et qui ont toutes leurs annuités de partir à la retraite à 60 ans.

Au début du mois de juillet, des mesures d'urgence seront prises pour préparer la rentrée scolaire, parce qu'il y a tout à craindre pour le mois de septembre avec les suppressions de postes qui sont déjà prévues et qui seront effectives. Nous reviendrons sur certaines fermetures de classes – et notamment par rapport aux RASED qui doivent être soutenus, encouragés, parce qu'il s'agit des élèves les plus en difficulté. Nous recruterons, à défaut de professeurs à ce stade puisqu'il n'y aura pas de concours, 2 000 assistants d'éducation. Nous constituerons un corps de personnel chargé d'assurer la prévention, la lutte contre les incivilités, les violences. Et, notamment dans certains établissements, des dispositions d'urgence seront prises pour la formation des 14 000 professeurs néotitulaires qui auront un stage, pour ne pas les exposer tout de suite sans préparation à l'exercice du métier le plus difficile qui soit, qui est de transmettre le savoir.

A la mi-juillet, déjà renforcés par une majorité législative, nous préparerons le projet de loi de programmation et d'orientation pour l'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur, parce que je me suis fixé un objectif : faire reculer l'échec scolaire et élargir la réussite. Moi je n'accepte pas que 20 % d'une classe d'âge, 150 000 jeunes, puissent sortir de l'école sans aucun diplôme, sans aucune qualification. Tout au long de mon quinquennat j'agirai pour réduire ce chiffre et pour parvenir à tout le moins à ce que seulement 10 % — et c'est déjà trop — d'une classe d'âge puissent sortir ainsi de l'école sans avoir la capacité de réussir immédiatement sa vie.

En juillet, une grande conférence sera organisée avec les partenaires sociaux, que je respecte. Patronat et syndicats débattront des grands sujets du quinquennat : l'emploi des jeunes, la formation, la souffrance au travail, le partage de la valeur ajoutée. Et j'introduirai dans cette discussion, pour préparer la prochaine loi, les contrats de génération. Ces contrats qui vont permettre aux seniors de rester dans l'emploi et qui vont permettre à des jeunes d'être embauchés avec des contrats à durée indéterminée.

Mais vous ne savez pas tout encore. Dès que le Parlement pourra être convoqué et réuni, il sera en session extraordinaire. Je m'engage à ramener le déficit public à 3 % de la richesse nationale. Il y aura une loi de programmation qui affichera un objectif de retour à l'équilibre en 2017. Je demanderai au premier président de la cour des comptes de recenser l'ensemble des économies possibles dans la mise en œuvre de la dépense publique. La croissance de nos dépenses ne dépassera pas 1 % et trois budgets seront reconnus prioritaires : l'éducation, la sécurité, la justice et pour les hôpitaux, la santé.

Le Parlement continuera à travailler, peut-être même jusqu'au 4 août. Ça tombe bien ! Ce sera la réforme fiscale, la fin des privilèges. Nous plafonnerons les niches fiscales, rétablirons l'impôt de solidarité sur la fortune, abaisserons l'impôt sur les sociétés des petites entreprises, augmenterons aussi l'impôt sur les plus grandes. Nous privilégierons l'investissement. Nous taxerons un certain nombre de groupes pétroliers et financiers et nous supprimerons la TVA sociale, non, la TVA du candidat sortant. 13 milliards qui seront restitués aux ménages.

A l'automne, une grande loi de sécurité bancaire sera votée. Elle séparera les activités de dépôt, de crédit, dont nous avons besoin, des activités spéculatives. Elle interdira, cette loi, les produits toxiques, des activités bancaires dans les paradis fiscaux et le financement des PME sera amélioré grâce à un livret d'épargne industrie qui sera à la disposition de tout le réseau bancaire, dont nous doublerons le plafond, pour que les entreprises qui innovent, qui embauchent, qui investissent, puissent accéder au crédit. Nous favoriserons aussi l'économie sociale, solidaire dont nous avons besoin et nous créerons la banque publique d'investissement en liaison avec les régions pour développer les entreprises.

Toujours à l'automne, si vous me suivez encore, nous ferons voter une loi de développement économique, avec la prévention et la lutte contre les licenciements boursiers. Nous introduirons des contrats de relocalisation des activités. Les aides aux entreprises seront conditionnées à l'activité en France, à la production en France, à l'investissement en France. Et nous demanderons le reversement des aides qui ont été versées en cas de délocalisation sauvage ou de fermeture d'entreprise.

Dans cette même loi, nous introduirons une notation sociale. C'est bien une agence de notation. Pas simplement pour les Etats, pas simplement pour les appels aux marchés financiers. Non, une agence pour noter les bons comportements en matière sociale, en matière environnementale. Eh bien il y aura aussi cette évaluation pour les plus grandes entreprises. Et nous introduirons des salariés aux comités de rémunération des grands groupes et aux conseils d'administration et de surveillance des grandes entreprises.

Dans cette même loi, nous imposerons l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Et là encore, les entreprises qui ne se mettront pas en conformité avec ce principe, avec ce devoir d'égalité, perdront là encore le bénéfice d'exonération de cotisations sociales.

Améliorer la vie quotidienne, c'est aussi agir pour la sécurité. Je n'annoncerai pas de nouvelles lois. Rendez-vous compte, nous ne savons même plus combien il y en a eu, tant elles ont été annoncées, préparées dans la hâte, votées et parfois corrigées aussitôt publiées ; 16 me dit-on. J'entendais le candidat sortant, qui annonce des lois comme si c'est lui qui les votait, toujours cette confusion des pouvoirs. Il ne sait peut-être pas qu'il y a un Parlement. Il avait annoncé un certain nombre d'alourdissements de peines parce qu'à chaque fait divers, il agit en annonçant des lois, des lois, toujours des lois. Mais là, il était en repentance. Il disait « j'ai eu tort, parce que je devais en voter une qui prévoyait l'aménagement des peines inférieures à deux ans, mais il faudrait mettre inférieur à un an ». Et puis après, un autre fait divers l'amènera à dire qu'il faut aménager les peines inférieures à six mois, à trois mois, à deux mois...

Non, il nous faut appliquer les lois de la République, permettre qu'il y ait des moyens pour la justice, pour la protection judiciaire de la jeunesse, pour la police, pour la gendarmerie, pour les zones de sécurité prioritaire, là où il y a des violences, là où il y a des quartiers qui sont laissés à l'abandon. Oui ! La Gauche, elle considère que la sécurité c'est la première des libertés. Nous aurons aussi à réviser la constitution. Ce sera fait avant la fin 2012 pour faire souffler un esprit démocratique car il ne peut pas y avoir de changement durable s'il n'y a pas une société en mouvement. Et d'abord s'il n'y a pas d'exemplarité. Le statut pénal du chef de l'Etat sera révisé afin de le rendre responsable pour les actes commis en dehors de l'exercice de ses fonctions. Et pour ma part je n'ai rien à craindre pour le financement des campagnes électorales.

La Cour de justice de la République sera supprimée, afin que les ministres soient jugés comme des citoyens, parce que les ministres sont des citoyens ! L'indépendance de la Justice sera garantie. Les magistrats du Parquet seront nommés par le Conseil supérieur de la magistrature lui-même, rendu indépendant.

La démocratie sociale sera reconnue par la constitution. Aucun texte ne pourra être délibéré par le Parlement s'il n'a pas reçu, avant, la concertation avec les partenaires sociaux. Nous introduirons aussi, si c'est nécessaire, dans le texte fondamental le non-cumul des mandats. Et le droit de vote des étrangers aux élections locales, parce que nous en avons pris l'engagement depuis tant d'années. Et parce qu'il n'y a rien à craindre ! Parce qu'il ne s'agit pas de reconnaître une citoyenneté, mais tout simplement un principe de résidence : qui paie des impôts en France depuis cinq ans doit participer à la vie locale. Et cela ne changera rien à la nature de notre République, à notre capacité de décider nous-mêmes de notre avenir.

J'introduirai aussi, si le Parlement en convient, les principes de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat dans la constitution, pour que nous donnions encore plus de force à ces principes, parce que nous avons besoin, dans ce moment, de la laïcité – de la laïcité qui n'a pas besoin d'être ouverte, qui est la laïcité républicaine, celle qui garantit la liberté de culte, la liberté de croyance, la liberté de conscience ! Et qui permet aussi à chacune et à chacun de vivre ensemble avec les mêmes droits, les mêmes devoirs. Et que l'on ne vienne pas nous chercher chicane là-dessus ! Moi, je l'écoute, le candidat sortant. Je connais son refrain, et même les paroles. Quant à la musique, elle n'adoucit pas mes mœurs ! Mais il revient toujours sur des choses fausses : les piscines à Lille, la nourriture halal dans les écoles et que sais-je encore. Non ! La laïcité c'est le respect, mais c'est aussi l'obligation de vivre ensemble de la même manière. Et je n'ai pas de leçon à recevoir, parce que ces faits-là, je les récusé. Je n'ai pas de leçon à recevoir de celui qui, ministre de l'Intérieur, est allé devant un congrès d'une organisation qui s'appelle l'UOIF, qu'il dénonce aujourd'hui, où il s'est exprimé avec d'un côté les hommes et de l'autre côté les femmes ! Pas de leçon à recevoir de celui qui avait prononcé cette phrase qui est dans tous les esprits, où il disait que le curé ou le pasteur, pour lesquels j'ai grande considération, avaient plus d'autorité que l'instituteur ou le maître !

Non, mes chers amis, la République n'a rien à concéder. Et nous sortirons de cette épreuve avec plus de République, avec plus de France, et pas avec moins de République et moins d'esprit de la France !

Et de la même façon, la République n'a rien à craindre et je ferai dans cette révision constitutionnelle voter une disposition qui permettra de ratifier enfin la charte des langues régionales, pour que ces langues – sans qu'elles menacent la langue officielle, la plus belle langue qui soit, la langue française –, puissent être diffusées et enseignées. Voilà, mes amis, ce que je propose. Voilà ma cohérence. Cohérence de dire aux Français dès à présent les mesures que nous prendrons, sitôt élus. Cohérence qui est de lancer dès la première année le changement, les réformes de structures qui permettront de remettre la France sur les rails pour enfin être maîtres de notre destin. La cohérence pour préparer la croissance de demain. Pour innover. Pour investir. Pour renforcer les entreprises. Pour redresser nos comptes. La première moitié du quinquennat sera entièrement mobilisée pour le

redressement du pays, à travers ces réformes profondes, structurelles, durables. Le second temps du quinquennat sera le fruit des efforts que nous aurons réalisés dans la justice. Il faut produire pour répartir. Il faut créer pour distribuer. Et puis, nous allons innover : nous partagerons ! Nous partagerons les gains de la croissance, les gains de l'activité retrouvée. Un quinquennat pour le changement !

Mais il y aura deux actes majeurs que je voudrai engager vite, pour donner toute la force à nos territoires : un nouvel acte de décentralisation, pour donner plus de responsabilité aux régions, en matière de développement, d'emploi, de logement, pour renforcer la cohésion territoriale, pour clarifier les responsabilités, pour moderniser la fiscalité locale. Nous concluons un pacte de confiance avec les territoires. J'ai confiance dans les territoires de France ! Je sais ce que la Bretagne pourrait faire encore de mieux, de plus, de plus fort si on lui donnait tous les moyens pour assurer son développement, son effort de recherche et d'innovation ! Et le deuxième acte, qui vaut pour les générations futures, c'est la transition écologique et énergétique. Une loi, là encore, sera soumise au Parlement, pour préserver les ressources naturelles, la biodiversité et l'eau – l'eau qui est un bien essentiel et non pas une marchandise. Nous moderniserons l'industrie nucléaire. Nous sécuriserons au maximum les installations sur le territoire. Je dis cela pour rassurer le candidat sortant qui, vous l'avez vu, est parti dans un tour de France – qui ne l'amènera pas en Bretagne : vous n'avez pas de centrales nucléaires ! Mais lui, il fait la tournée des centrales – pas des centrales syndicales, des centrales nucléaires. Et il laisse penser aux salariés de ces centrales que leur avenir serait menacé. Eh bien non ! Une seule centrale, qu'ils m'entendent bien, une seule fermera durant le prochain quinquennat. Mais en même temps, mon devoir est de faire monter les énergies nouvelles, c'est de faire monter le solaire, l'éolien en mer, la biomasse, la géothermie et, ici en Bretagne, les houles les marées. Bref, tout ce qui peut faire l'autonomie énergétique !

Voilà, mes chers amis ! Je ne veux pas vous retenir toute la nuit. Vous insistez, je vais le faire ! Parce que nous avons tant à réaliser ensemble, après le 6 mai. Mais, voyez-vous, je vais vous rappeler à la réalité. Nous n'y sommes pas encore, au 6 mai. Et avant le 6 mai, il y a le 22 avril ! Voilà le changement que nous devons préparer. Voilà pourquoi, ici à Rennes, en Bretagne, j'appelle les Français aux urnes, à venir voter massivement dès le premier tour, pour le changement !

Je m'adresse à ceux qui doutent, qui s'interrogent, qui se posent toujours des questions. Plutôt que de faire simple, ils cherchent à être compliqués. Ils se disent : « Mais, finalement, à quoi bon venir au premier tour ? Nous pourrions venir au second ». Mais si on n'est pas au second ? C'est déjà arrivé ! Moi, je n'oublie rien ! Et bien d'autres, qui se disent : « A quoi bon ? Est-ce que la politique peut encore changer nos destins ? Est-ce que les marchés ne sont pas devenus plus forts ? ». Eh bien moi je réponds non ! La démocratie est plus forte que les marchés ! La République est plus puissante que la finance ! La France est plus grande que la spéculation, parce que nous sommes la France ! Parce que nous sommes capables, et c'est notre idéal, de créer le mouvement. Nous avons à faire un effort comparable à ceux qui nous ont précédé, qui avaient affronté tant d'épreuves – que ce soit le Front populaire au moment où les totalitarismes étaient là, que ce soit après la guerre lorsqu'il fallait reconstruire la France, que ce soit même au début des années 60 quand il fallait décoloniser ce qu'on appelait encore l'empire. Oui ! Et puis il y a eu cette volonté humaine, à chaque fois, de nous relever en étant dignes de notre histoire et capables d'inventer les solutions pour demain. Oui, le bel effort qui fut aussi celui de François Mitterrand pendant toutes ces années, avant de conquérir, de gagner, de parvenir enfin à la présidence de la République !

Et l'effort qui fut le sien avec ici, des hommes et des femmes qui l'ont accompagné, de mettre en mouvement le changement en 1981, de faire avancer nos libertés, le progrès social, de donner des pouvoirs nouveaux à nos territoires, de faire la décentralisation, de réaliser enfin les revendications que portaient depuis tant d'années un certain nombre de mouvements sociaux, féministes. Effort de faire aussi en sorte que la France retrouve son honneur avec l'abolition de la peine de mort. C'est la

Gauche, toujours la Gauche qui a su vaincre, là encore, les réticences, les préjugés, les conservatismes !

Là encore, mes chers amis, c'est le même effort, la même volonté qui nous animent, de faire avancer notre pays, de continuer le rêve français, le récit républicain, celui qui nous oblige à l'égard de nos enfants, de nos petits-enfants, de faire qu'ils vivent mieux que nous. Parce que c'est notre devoir, parce que c'est notre réussite, parce que c'est l'aspiration d'un pays !

Mais ne croyez pas que nous allons y venir simplement par la force de notre conviction, par notre grandeur d'âme. Non, il va falloir nous battre. Dix-huit jours nous séparent de l'élection présidentielle, du premier tour. Le candidat sortant de la Droite est en fin de parcours. Mais il va tenter — c'est son tempérament, c'est son caractère. Nous devons lui répondre : « Mais pourquoi, alors que vous êtes au pouvoir depuis dix ans, que depuis cinq ans vous avez échoué avec une constance, une régularité, une récurrence, une obstination même qui devraient normalement vous écarter, pourquoi arriveriez-vous pour les cinq prochaines années à faire ce que vous n'avez pas réussi pendant les dix dernières ? ». Oui, poser cette question, c'est donner la réponse !

Il ne suffira pas, mes chers amis, de susciter le rejet, de dénoncer le candidat sortant. Il nous faut faire bien mieux que cela, lever une espérance. J'ai la passion de l'intérêt général. J'ai l'amour de mon pays. Dans cette campagne aujourd'hui comme demain, ou dans la responsabilité qui me serait confiée, j'ai toujours les mots que Jean Jaurès avait prononcés un jour de 1903 dans un lycée d'Albi où, jeune agrégé de philosophie, il avait remis des prix. A l'époque, on remettait encore des prix, ce n'était pas l'ardoise magique, c'étaient des livres... Il avait prononcé cette phrase : « *Le courage, c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, et si même il lui réserve une récompense* ».

La promesse de Rennes, la promesse que je vous fais à vous tous et à tous les Français, c'est d'aller chercher cette récompense à travers le suffrage universel, c'est de donner toute ma force, toute mon énergie pour être à la hauteur de cette exigence. Vous me le demandez. Chaque fois que je parcours vos rangs, vous me dites « courage ! ». Je vous le donne ! Vous me dites « tenez bon ! ». Je m'accroche ! Vous me dites « allez jusqu'au bout ! ». J'irai jusqu'au bout ! Jusqu'au bout, ce n'est pas simplement le 6 mai en passant par le 22 avril. Jusqu'au bout, ce sera le bout du mandat que vous m'aurez donné.

Le changement, il est proche, il arrive, il vient, il est nécessaire, il est attendu. Rien — je dis bien rien ! — ne pourra l'arrêter sinon l'abstention, celle qui pourrait détourner des suffrages qui devraient venir vers nous, sinon la dispersion que le candidat sortant cherche à entretenir. Je l'entendais l'autre matin faire des compliments au candidat du Front de Gauche. Il admirait son talent — il est grand. Il saluait ses propositions — il y en a d'intéressantes. Il pronostiquait son succès. Je me demandais : mais, il allait voter pour lui ? Alors, j'ai commencé à réfléchir — cela peut m'arriver... — et je me suis dit : mais dans quel dessein fait-il autant d'hommages à Jean-Luc Mélenchon ? A mon avis, il aime tellement la Gauche, le candidat de Droite, qu'il la voudrait divisée, séparée ! Eh bien non, il n'y parviendra pas parce que nous nous rassemblerons, nous nous rassemblerons toujours pour gagner, pour la victoire !

C'est vrai que la Gauche — c'est son histoire, c'est sa coutume, et là c'est à cause de nous — se présente dans toute sa diversité. Quand la Droite, elle, s'unit de gré ou de force. Certains n'ont pas eu le choix. Ils ont voulu, ils n'ont pas pu ! Et ceux qui pouvaient ont été arrêtés. La Droite, elle, s'est réunie derrière son candidat, derrière son champion, fût-il insupportable à beaucoup, y compris chez eux qui le connaissent bien. Mais quand même, ils se sont mis derrière lui. Parce que pour eux, c'est le pouvoir qui est en jeu. Et le combat va être rude. Nous avons devant nous des adversaires puissants, la Droite coalisée, les forces de l'argent. Je ne parle pas de celles qui distribuent des

enveloppes — ça, c'est le vieux temps, l'Ancien Régime ! — mais de celles qui se versent elles-mêmes des revenus indécents. C'est ça, les forces de l'argent !

Et puis il y a le conformisme, la peur. C'est le ressort du conservatisme. C'est comme ça qu'ils peuvent détourner des suffrages qui devraient se porter vers nous, vers la Gauche, et qui par crainte de perdre quelquefois rien, le peu que la Droite ne leur a pas encore pris, s'accrochent à ce qu'ils craignent de perdre si nous arrivions. Je les rassure, nous ne leur prendrons rien.

On nous dit : « Attention, la Gauche revient, elle va vider les caisses ». C'est fait ! « Attention, la Gauche, si elle revient, va augmenter la dette ». C'est fait ! « La Gauche va dégrader la compétitivité ». C'est fait ! Eh bien nous, nous ferons tout l'inverse. Nous protégerons les Français, nous redistribuerons davantage et nous appellerons la solidarité vers celles et ceux qui ont le plus pour permettre à la France de se redresser.

Ne pensez pas que nous ayons partie gagnée à travers ces enquêtes d'opinion qui, régulièrement, annoncent notre victoire. Le candidat sortant a capté une part des voix d'extrême droite. C'était bien ce qu'il recherchait. Et le voilà qui plastronne, il fanfaronne, il claironne, toujours sa même méthode, impressionner, intimider, inquiéter.

Alors, je vous appelle au combat, pas à l'indignation, je vous appelle à la victoire ! Cette victoire, nous devons aller la chercher tout au long des prochains jours. Cette victoire, nous devons en être dignes. Cette victoire, nous devons la mériter. Je regarde toutes les sensibilités. J'entends tous les vacarmes. Je mesure toutes les colères, les urgences, les fracas. Je peux comprendre qu'il y ait, à un moment, des exigences ou des refus. Mais moi, je suis le candidat qui doit permettre le changement en France. Et ce candidat-là a besoin d'avoir la force nécessaire dès le premier tour !

Je suis candidat à l'élection présidentielle pour poursuivre l'histoire, pour écrire une nouvelle page, pour lever l'espoir, pour annoncer la conquête qui vient, pour préparer la France de demain, pour faire de la jeunesse le cœur de nos engagements. Je suis candidat pour que la France réussisse, pour que la France se redresse dans la justice. Je suis candidat pour l'alternance. Je suis candidat pour l'espérance. Je suis candidat pour la France.

Votez la victoire ! Vive la Bretagne, vive la République et vive la France !